

Le bac Blanquer, chronique d'un crash annoncé

Depuis un mois, le ministère ne cesse de reporter l'ouverture de la banque de sujets, indispensable à la réalisation des épreuves de contrôle continu du nouveau bac. Trois syndicats demandent l'annulation de celles-ci.

« **D**ans mon lycée, les élèves aussi vont très mal. Cela ne se repère pas de manière quantitative, mais on voit des crises d'angoisse ou de panique, des poussées d'eczéma, des élèves pris de vomissements. Et ce, dès le mois de novembre : c'est du jamais-vu. » Ce témoignage d'un professeur de mathématiques de Seine-Saint-Denis, entendu le week-end dernier, montrant le malaise des lycéens à l'approche des premières épreuves du bac nouvelle formule, n'a pas dû parvenir jusqu'au ministre de l'Éducation. Lundi matin sur RTL, Jean-Michel Blanquer assurait qu'il ne fallait pas écouter ces méchants syndicats qui « *cherchent chaque fois qu'il y a un petit problème à en faire toute une affaire. (...) En réalité, ça se passe bien, les élèves de première sont contents* ».

« Un amateurisme total »

« Petit » problème ? Le ministre a le sens de l'euphémisme, assurément. À un mois et demi des premières épreuves, délai dont il faut, en outre, retrancher les vacances de Noël, son nouveau bac connaît de très sérieux ratés. Le problème : les E3C, ces fameuses épreuves communes de contrôle continu que les élèves de première vont devoir passer dès janvier. Édouard Geffray, le directeur général de l'enseignement scolaire (Dgesc), a en effet annoncé jeudi 28 novembre que l'ouverture de la banque nationale de sujets (BNS), nécessaire à la préparation et à la réalisation des E3C, ne

serait pas disponible le 1^{er} décembre comme prévu, mais seulement le 9. En cause, « *des difficultés impliquant des interruptions de service* », qui ont rendu jusqu'ici impossible l'accès des chefs d'établissement à la BNS. Et comme ce n'est qu'un « *petit problème* », le Dgesc précise dans un courrier envoyé à tous les personnels concernés que, « *parallèlement à la BNS, est développée une solution de repli complète* ». Ce qui signifie, pour qui sait lire, que le crash total de l'application est sérieusement envisagé et que, dans la précipitation, un plan B est en train d'être élaboré.

Petit rappel : les E3C compteront pour 30 % dans la note finale du bac et sont passées en trois fois : aux deuxième et troi-

sième trimestres de première, puis au troisième trimestre de terminale. Ainsi, début 2020, les élèves de première passeront des examens de deux heures portant sur l'histoire-géographie et les deux langues vivantes, auxquelles s'ajoutent les mathématiques pour les bacs technologiques. On savait déjà que l'organisation de ces épreuves donnerait lieu au plus grand flou, le ministère laissant aux chefs d'établissement une grande liberté en la matière : calendrier étalé de début janvier à fin février, réalisation en conditions d'examen ou comme de simples devoirs sur table, « *banalisation* » (suppression des cours pour les élèves non concernés, de façon à libérer les salles et les enseignants) ou non...

« MÊME
LES PARTISANS DE
LA RÉFORME DU BAC
APPELLENT
À SURSEOIR À CES
ÉPREUVES DE
CONTRÔLE CONTINU. »
CLAIRE GUÉVILLE,
SNES-FSU

La non-mise en service de la BNS ajoute une difficulté d'une tout autre ampleur. Car, faute de sujets nationaux uniques, comme c'était le cas jusqu'à présent dans le cadre de l'épreuve terminale, le seul moyen que le ministère avait trouvé pour maintenir le caractère national du diplôme et assurer un semblant d'équité pédagogique entre les établissements et entre les élèves, c'était cette fameuse BNS : plusieurs dizaines de sujets, censés cadrer le champ des savoirs à maîtriser et garantir que tous les bacheliers auraient des sujets de même niveau à traiter.

Sans accès à la BNS, comment préparer l'épreuve ? Profs et élèves en sont là, alors que, pour certains d'entre eux, il reste à

peine quatre semaines avant les épreuves. Claire Guéville, secrétaire nationale du Snès-FSU, dénonce un « *amateurisme total* » et même une « *stratégie de liquidation du bac* ». Son syndicat a été le premier, dès la fin de l'année 2018-2019, à demander de renoncer aux E3C. Difficultés et retards s'accumulant, il avait été rejoint par le Snalc (Syndicat national des lycées et collèges). Depuis la semaine dernière, un des rares syndicats à ne pas rejeter la réforme Blanquer s'est aligné sur ces positions : le SE-Unsa « *dénonce l'impréparation du ministère et demande l'annulation de la première série d'épreuves* ». Sans espoir d'être entendu : « *La méthode Coué continue* », soupire sa secrétaire nationale, Claire Krepper. Et peu importe au ministre que l'avenir de milliers de jeunes soit en jeu : ce qui compte, pour lui, c'est de rester droit dans ses bottes. ●